

RECHERCHE ET APPLICATION POUR LE DEVELOPPEMENT
(RAD)



RAPPORT

SUR LE MONITORING DE LA GOUVERNANCE EN RDC

Mois: Décembre 2025

Astride NSIA
Responsable et chercheur Principal

Réalisée par :



RECHERCHE ET APPLICATION POUR LE DEVELOPPEMENT (RAD)

Recherche et Application pour le Développement (RAD) est un club de recherche dédié à la production de recherches rigoureuses et appliquées, visant à renforcer la gouvernance et à promouvoir le développement. Notre mission est de contribuer à une meilleure gouvernance en fournissant des analyses pertinentes et des recommandations basées sur des données probantes, tout en défendant le droit des populations à être bien gouvernées. Nous nous engageons à éclairer les décideurs, à stimuler le débat public et à établir des partenariats stratégiques pour un développement inclusif et durable.

1. Mission

- Produire et diffuser des recherches appliquées de haute qualité dans les domaines de la gouvernance politique, sécuritaire, économique et des ressources naturelles.
- Stimuler le débat public et la participation citoyenne à travers l'organisation de forums et de discussions sur les politiques publiques.
- Établir des partenariats stratégiques avec les institutions universitaires pour renforcer la production de connaissances et la formation des acteurs du développement.
- Fournir une expertise et un accompagnement aux acteurs publics et privés pour la conception et la mise en œuvre de politiques et de programmes de développement efficaces.

2. Objectifs

Objectifs de recherche

- Réaliser des études et des analyses rigoureuses sur les enjeux et défis de gouvernance, de sécurité, d'économie et de gestion des ressources naturelles au niveau national, provincial et au niveau local.

- Développer des outils et des méthodologies innovantes pour l'analyse des politiques publiques et l'évaluation de leur impact.
- Publier des rapports et des articles de recherche dans des revues scientifiques et des plateformes de diffusion reconnues.
- Fournir des analyses et des recommandations aux décideurs politiques pour l'amélioration de la gouvernance.
- Accompagner les acteurs publics dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques efficaces.
- Renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de gouvernance et de développement.

Objectifs de débat public

- Organiser des débats publics réguliers sur les thématiques clés du développement.
- Faciliter le dialogue entre les acteurs publics, privés et de la société civile.
- Produire des synthèses et des recommandations issues des débats pour éclairer les décideurs.

Objectifs de partenariat universitaire

- Établir des conventions de partenariat avec les universités pour la réalisation de projets de recherche conjoints.

- Organiser des séminaires et des ateliers de formation pour les étudiants et les professionnels du développement.

3. Valeurs

- Indépendance et objectivité
- Rigueur scientifique
- Intégrité et éthique
- Engagement pour le développement durable
- Inclusion et participation

O. INTRODUCTION

Le Baromètre YEBA du mois de décembre 2025 s'inscrit dans la continuité du suivi régulier de l'action gouvernementale, dans un contexte marqué à la fois par des défis persistants et par des avancées significatives dans la gestion des priorités nationales. Ce mois a été caractérisé par une activité gouvernementale soutenue, traduisant la volonté des autorités de répondre aux enjeux sécuritaires, sanitaires, sociaux et économiques, tout en maintenant le cap des engagements stratégiques du quinquennat.

Au cours de la période sous analyse, 24 actions gouvernementales ont été identifiées, couvrant 15 secteurs d'intervention, ce qui reflète une mobilisation multisectorielle face aux défis du moment. Cette diversité sectorielle témoigne de la complexité des besoins auxquels le Gouvernement est confronté, mais également de sa volonté d'apporter des réponses coordonnées et adaptées aux réalités du pays. Elle met en évidence une dynamique d'action qui combine interventions d'urgence, mesures structurelles et initiatives de coordination institutionnelle. Le mois de décembre 2025 a également été marqué par un événement sanitaire majeur, porteur d'espoir pour le système de santé et pour les populations. En effet, le 1er décembre 2025, les autorités ont procédé à la déclaration officielle de la fin de la 16^e épidémie de la Maladie à Virus Ebola, survenue à Bulape, dans la province du Kasai, après 42 jours sans enregistrement de nouveau cas. Cette annonce constitue un signal fort de l'efficacité des mécanismes de riposte sanitaire, de la coordination entre les structures nationales et les partenaires techniques et financiers, ainsi que de la mobilisation des communautés locales dans la lutte contre la maladie.

Dans ce contexte, le Baromètre YEBA de décembre 2025 vise non seulement à présenter la répartition sectorielle des actions gouvernementales, mais aussi à proposer une lecture qualitative de leur portée, de leur cohérence et de leur contribution globale aux priorités nationales. L'objectif est d'offrir un outil d'analyse permettant d'éclairer la prise de décision, d'identifier les tendances structurantes et de mettre en évidence les progrès réalisés, tout en soulignant les défis qui persistent.

I. ANALYSE SECTORIELLE DES ACTIONS GOUVERNEMENTALE

N°	Secteur	%
1	Intérieur	12,5%
2	Santé publique	8,3%
3	Finances	8,3%
4	Ressources hydrauliques	12,5%
5	Défense	8,3%
6	Formation professionnelles	8,3%
7	Droits humains	4,17%
8	Commerce extérieur	4,17%
9	Entrepreneuriat	4,17%
10	Justice	4,17%
11	Agriculture	4,17%
12	Affaires sociales	8 ,3%
13	Développement rural	4,17%
14	Urbanisme et habitat	4,17%
15	Environnement	4,17%

Tableau 1: répartition des actions gouvernementales

La présente analyse sectorielle s'inscrit dans le cadre du Baromètre YEBA et vise à examiner la répartition des actions gouvernementales identifiées au cours de la période sous revue, en mettant

en évidence les secteurs concernés, leur poids relatif et les dynamiques qui s'en dégagent. L'objectif est d'aller au-delà d'une simple lecture quantitative pour proposer une interprétation qualitative de l'orientation de l'action gouvernementale, de ses priorités et de ses implications en matière de gouvernance et de développement. Les données analysées montrent que les actions sont réparties entre quinze secteurs, avec des niveaux d'implication variables. Cette diversité sectorielle traduit une volonté d'intervention multisectorielle, mais elle pose également la question de la cohérence globale, de la priorisation stratégique et de l'impact réel des actions menées.

I.1. Secteurs à forte concentration d'actions

Les secteurs de l'Intérieur et des Ressources hydrauliques, chacun représentant 12,50 % des actions identifiées, apparaissent comme les plus fortement mobilisés. Cette prédominance du secteur de l'Intérieur reflète l'importance accordée aux questions de sécurité intérieure, de gouvernance territoriale et de maintien de l'ordre public. Dans un contexte marqué par des défis sécuritaires, des mouvements de populations et des exigences accrues en matière de gestion administrative, cette orientation apparaît cohérente avec les besoins immédiats de stabilité et de contrôle du territoire. Le secteur des ressources hydrauliques occupe également une place centrale. Cette forte représentation traduit la reconnaissance du caractère stratégique de l'accès à l'eau, tant pour les besoins domestiques que pour l'agriculture, la santé publique et le développement local. Les actions menées dans ce secteur participent à la réduction des vulnérabilités structurelles et constituent un levier important pour l'amélioration des conditions de vie des populations.

I.2. Secteurs à représentation intermédiaire

Un second groupe de secteurs se distingue par une représentation intermédiaire, chacun à hauteur de 8,30 %. Il s'agit notamment de la Santé publique, des Finances, de la Défense, de la Formation professionnelle et des Affaires sociales. La place accordée à la santé publique est particulièrement significative dans un contexte marqué par les enjeux sanitaires récents, notamment la gestion des épidémies et le renforcement des systèmes de prévention. Les actions identifiées traduisent une volonté de consolider les capacités sanitaires nationales et de renforcer la résilience du système de santé face aux crises. Le secteur des finances reflète quant à lui l'importance accordée à la gestion macroéconomique, à la mobilisation des ressources publiques et au suivi budgétaire. Les actions dans ce domaine sont essentielles pour garantir la soutenabilité des politiques publiques et la mise en œuvre effective des programmes sectoriels. La défense, en tant que pilier de la souveraineté nationale, conserve une place importante dans la répartition des actions. Elle complète les efforts déployés dans le secteur de l'Intérieur et contribue à la sécurisation globale du territoire. La formation professionnelle apparaît comme un levier stratégique pour la promotion de l'emploi, l'autonomisation des jeunes et l'adéquation entre les compétences disponibles et les besoins du marché du travail. De son côté, le secteur des affaires sociales traduit l'attention portée à la protection des groupes vulnérables et à la cohésion sociale.

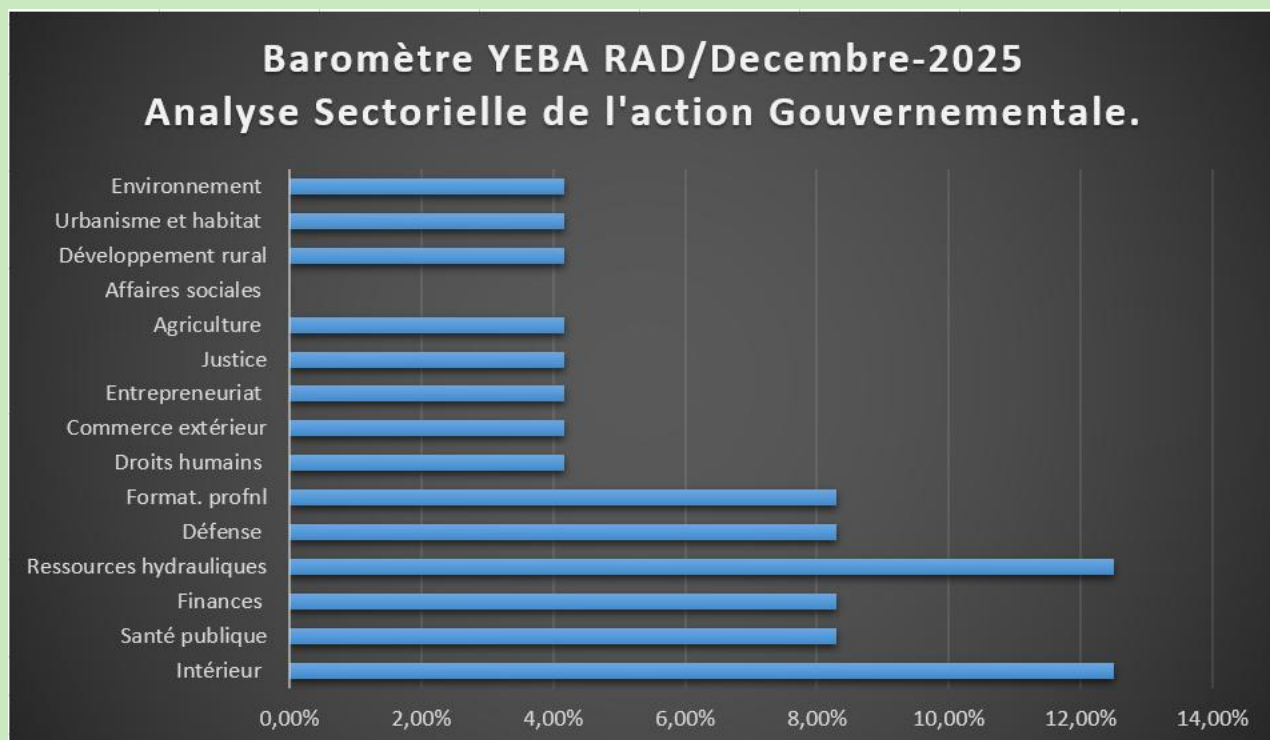
I.3. Secteurs à faible représentation mais à forte portée stratégique

Les secteurs représentant chacun 4,17 % des actions comprennent les Droits humains, le Commerce extérieur, l'Entrepreneuriat, la Justice, l'Agriculture, le Développement rural, l'Urbanisme et

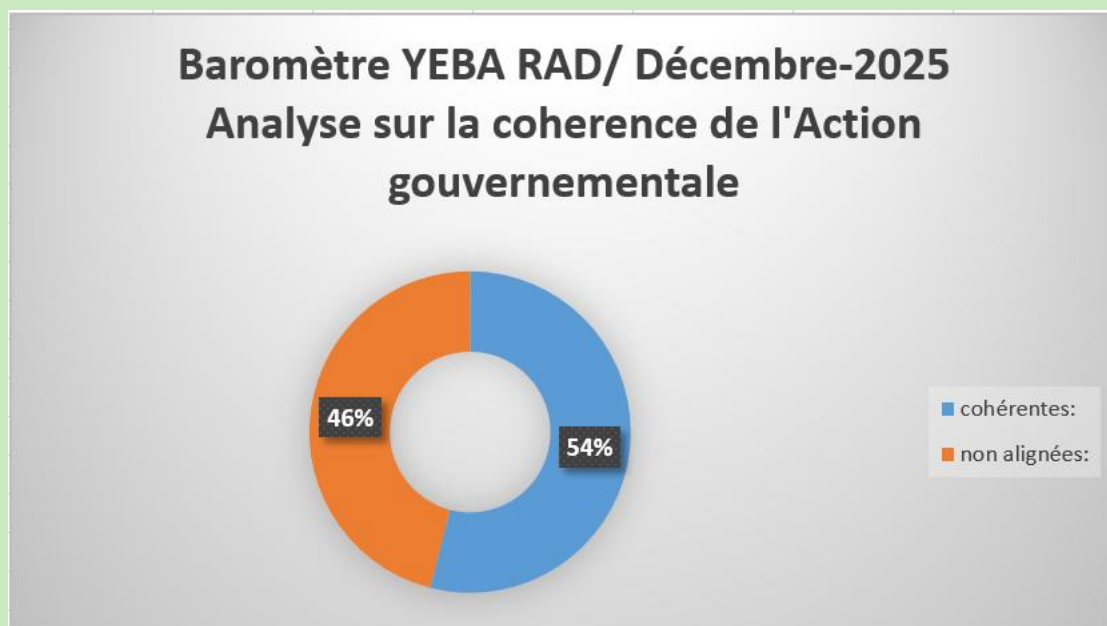
habitat ainsi que l'Environnement. Bien que leur part quantitative soit limitée, leur importance stratégique demeure majeure.

Les droits humains et la justice constituent des piliers essentiels de l'État de droit et de la gouvernance démocratique. Leur faible représentation relative pourrait s'expliquer par la nature qualitative et institutionnelle des actions menées dans ces domaines, souvent moins nombreuses mais structurantes à long terme. Les secteurs du commerce extérieur et de l'entrepreneuriat témoignent des efforts visant à dynamiser l'économie, à soutenir l'initiative privée et à renforcer l'intégration économique. Leur faible proportion suggère toutefois un besoin de renforcement afin de stimuler la croissance et la création d'emplois. L'agriculture, le développement rural, l'urbanisme et l'environnement sont des secteurs clés pour un développement durable et équilibré. Leur présence, bien que limitée, souligne la nécessité d'une meilleure articulation entre développement rural, urbanisation maîtrisée et protection de l'environnement.

La répartition sectorielle des actions gouvernementales met en évidence une forte orientation vers les secteurs de souveraineté et de services essentiels, au détriment relatif de certains secteurs structurants à long terme. Cette configuration reflète une réponse aux urgences immédiates, mais elle pose la question de l'équilibre entre gestion des crises et investissements structurels. La dispersion des actions dans un grand nombre de secteurs peut également limiter l'impact global des interventions, en l'absence d'une priorisation claire et de mécanismes de coordination renforcés. Une concentration accrue des efforts dans certains secteurs clés pourrait permettre de maximiser les résultats et d'améliorer la visibilité de l'action gouvernementale.



II. ANALYSE SUR LA COHERENCE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE



Graphique 2 : analyse de la cohérence des actions gouvernementales

L'analyse de la cohérence de l'action gouvernementale pour le mois de décembre 2025, réalisée dans le cadre du Baromètre YEBA, vise à apprécier le niveau d'alignement des actions menées avec les engagements stratégiques du quinquennat. Cet exercice permet d'évaluer dans quelle mesure les initiatives gouvernementales contribuent effectivement à la mise en œuvre des priorités nationales définies. Les résultats de l'analyse montrent que 54 % des actions identifiées sont cohérentes avec les engagements stratégiques du quinquennat, tandis que 46 % des actions sont considérées comme non alignées. Cette répartition met en évidence une situation globalement positive, avec une majorité d'actions orientées vers les priorités stratégiques, mais également une proportion importante d'initiatives dont la contribution directe aux engagements du quinquennat demeure limitée. Toutefois, la proportion relativement élevée d'actions non alignées invite à une analyse plus approfondie. Ces actions concernent généralement des activités institutionnelles, des rencontres de coordination, des actions de représentation ou des initiatives dont les retombées, bien que potentiellement importantes, restent indirectes ou difficiles à mesurer dans l'immédiat. Cette situation peut traduire soit un besoin d'ajustement stratégique, soit une nécessité de mieux articuler certaines actions avec les priorités nationales.

Il convient également de souligner que la cohérence stratégique constitue un indicateur important de l'orientation de l'action publique, mais qu'elle ne saurait, à elle seule, refléter l'efficacité réelle

des actions sur le terrain. Une action peut être cohérente sur le plan stratégique sans produire immédiatement des résultats tangibles pour les populations. À l'inverse, certaines actions faiblement alignées peuvent générer des effets positifs indirects, notamment en matière de préparation institutionnelle, de coopération ou de renforcement des capacités.

CONCLUSION

Au terme de l'analyse du Baromètre YEBA du mois de décembre 2025, plusieurs enseignements structurants se dégagent quant à l'orientation, la répartition et la cohérence de l'action gouvernementale. L'examen des actions recensées montre une activité gouvernementale soutenue, couvrant 24 actions réparties dans 15 secteurs, traduisant une volonté d'intervention multisectorielle face aux priorités nationales et aux enjeux conjoncturels.

Sur le plan sectoriel, la répartition des actions met en évidence une concentration plus marquée dans certains secteurs stratégiques, notamment l'Intérieur et les Ressources hydrauliques (12,5 % chacun), qui traduisent l'importance accordée aux questions de sécurité, de gouvernance territoriale et de gestion des risques liés aux catastrophes naturelles. Les secteurs tels que la Santé publique, les Finances, la Défense, la Formation professionnelle et les Affaires sociales affichent chacun environ 8,3 %, confirmant leur rôle structurant dans la consolidation de la stabilité institutionnelle et socio-économique. Par ailleurs, plusieurs secteurs (Agriculture, Justice, Environnement, Droits humains, Développement rural, Urbanisme, Entrepreneuriat, Commerce extérieur) affichent des proportions plus modestes, ce qui traduit soit une phase de consolidation des actions, soit un niveau d'intervention plus ciblé. Le mois de décembre 2025 a également été marqué par un fait majeur dans le domaine sanitaire avec la déclaration officielle, le 1er décembre 2025, de la fin de la 16^e épidémie de la Maladie à Virus Ebola à Bulape (province du Kasai), après 42 jours sans nouveau cas. Concernant la cohérence stratégique, l'analyse montre que 54 % des actions du mois de décembre sont cohérentes avec les engagements stratégiques du quinquennat, contre 46 % d'actions non alignées. Ce niveau de cohérence traduit une orientation globalement positive de l'action gouvernementale vers les priorités stratégiques nationales. Il témoigne d'un effort réel de mise en œuvre des engagements politiques et programmatiques, malgré un contexte national et international complexe. Toutefois, la proportion d'actions non alignées reste significative. Ces actions concernent généralement des activités institutionnelles, de représentation, de coordination ou de dialogue stratégique dont les impacts sont souvent indirects, différés dans le temps ou difficilement mesurables de manière immédiate. Leur présence ne traduit pas nécessairement une faiblesse de l'action publique, mais souligne l'importance de renforcer la planification stratégique et l'articulation entre activités institutionnelles et résultats opérationnels.

Il convient néanmoins de souligner que la cohérence stratégique, bien qu'essentielle, ne constitue pas à elle seule un indicateur suffisant de l'efficacité réelle de l'action gouvernementale sur le terrain. Une action parfaitement alignée avec les engagements stratégiques peut rencontrer des contraintes opérationnelles limitant son impact immédiat sur les populations. À l'inverse, certaines actions moins directement alignées peuvent produire des effets positifs indirects, notamment en matière de préparation institutionnelle, de mobilisation des partenaires ou de renforcement des capacités nationales.

